

Rapport

du conseil d'administration de PubliGroupe S.A., Lausanne, conformément à l'art. 29 al. 1 LBVM, concernant les offres publiques d'achat de (i) Tamedia SA, Zurich, et (ii) Swisscom SA, Ittigen, portant chacune sur toutes les actions nominatives de PubliGroupe S.A. en mains du public d'une valeur nominale de CHF 1 chacune

1. Résumé

Les actionnaires de PubliGroupe S.A., Lausanne (« **PubliGroupe** » ou la « **Société** »), ont reçu deux offres publiques d'achat portant sur leurs actions. Tamedia SA, Zurich (« **Tamedia** »), a augmenté le prix annoncé de son offre de CHF 150 et offre CHF 190 par action de PubliGroupe. Swisscom SA, Ittigen (« **Swisscom** »), a également revu à la hausse le prix annoncé de son offre de CHF 200 et offre CHF 214 par action de PubliGroupe.

En date du 17 avril 2014, Tamedia a publié l'annonce préalable de son offre d'achat. Par la suite, Swisscom a soumis à PubliGroupe en date du 24 avril 2014 une offre d'achat sans engagement portant sur la participation détenue par PubliGroupe dans le groupe Local, qui est actuellement une Joint-Venture entre PubliGroupe et Swisscom, pour un prix de CHF 230 millions et a lancé le 16 mai 2014 une offre concurrente portant sur l'achat de PubliGroupe. L'élément principal des deux offres est le secteur d'activité Search & Find de PubliGroupe, soit en particulier la participation de PubliGroupe dans le groupe Local. Swisscom et Tamedia ont conclu le 27 mai 2014 un Term Sheet contraignant (le « **Term Sheet** ») dans lequel les deux parties ont trouvé un accord concernant la réunion des plateformes d'annuaires et d'informations local.ch et search.ch (cf. chiffre 2 ci-dessous) ainsi que leurs offres respectives. Tamedia s'est notamment engagée à accepter l'offre de Swisscom et à lui offrir toutes les actions de PubliGroupe qu'elle détient ou qu'elle pourrait acquérir dans le cadre de son offre.

PubliGroupe et Swisscom ont conclu le 16 juin 2014 un accord dans lequel Swisscom s'est engagée à augmenter le prix de son offre à CHF 214 par action de PubliGroupe. En contrepartie, le conseil d'administration de PubliGroupe s'est engagé à soutenir l'offre de Swisscom à ce prix et à recommander aux actionnaires de l'accepter.

Le conseil d'administration de PubliGroupe recommande à l'unanimité:

- **D'accepter l'offre de Swisscom** et d'offrir les actions de PubliGroupe à Swisscom;
- **De ne pas accepter l'offre de Tamedia** et de ne pas offrir les actions de PubliGroupe à Tamedia.

This document and the information contained herein may not be distributed, directly or indirectly, in, nor sent to, or used for the purpose of soliciting the sale or purchase of any securities referred to herein from anyone in, the United States of America or any other jurisdiction where it would be unlawful to do so.

2. Contexte

En date du 2 avril 2014, PubliGroupe a annoncé la vente à l'entreprise allemande Aurelius de Media Sales, qui constituait historiquement son activité centrale, se concentrant ainsi sur le développement des activités digitales et sur les marchés de croissance.

Le 17 avril 2014, Tamedia a publié l'annonce préalable de son offre publique d'achat portant sur toutes les actions nominatives de PubliGroupe en mains du public. Tamedia a annoncé qu'elle envisageait d'offrir CHF 150 en espèces pour chaque action de PubliGroupe. De plus, Tamedia a annoncé le même jour par la voie d'un communiqué de presse détenir une participation d'environ 7% dans le capital de PubliGroupe.

En date du 24 avril 2014, Swisscom a soumis à PubliGroupe une offre d'achat sans engagement portant sur la participation de PubliGroupe dans le groupe Local, qui est actuellement une Joint-Venture entre PubliGroupe et Swisscom, à un prix de CHF 230 mio. Le groupe Local se compose de LTV Pages Jaunes SA, Zurich (« **LTV** »), Swisscom Directories SA, Berne (« **Swisscom Directories** »), et de local.ch SA, Berne, cette dernière étant détenue à 100% par Swisscom Directories. PubliGroupe détient une participation majoritaire à hauteur de 51% dans LTV et une participation minoritaire à hauteur de 49% dans Swisscom Directories. Swisscom pour sa part détient une participation majoritaire à hauteur de 51% dans Swisscom Directories et une participation minoritaire à hauteur de 49% dans LTV.

En date du 5 mai 2014, PubliGroupe a annoncé la vente de sa participation minoritaire de 25.07% dans FPH Freie Presse Holding AG, St-Gall, à la société Aktiengesellschaft für die Neue Zürcher Zeitung, Zurich, qui détenait déjà le reste du capital-actions, soit 74.93%. Suite à la nouvelle orientation de PubliGroupe, la participation dans FPH Freie Presse Holding AG n'était plus d'importance stratégique. PubliGroupe avait déjà fait part de ses intentions de vendre par le passé (cf. chiffre 7 ci-dessous).

Par la suite, Tamedia a annoncé en date du 14 mai 2014 avoir acquis 235'465 actions de PubliGroupe, détenues jusqu'alors par Tweedy Browne LLC, au prix de CHF 190 par action, ainsi que d'autres actions de PubliGroupe. Tamedia est ainsi désormais l'actionnaire principal de PubliGroupe avec une participation d'environ 17.6%.

En date du 16 mai 2014, soit avant la publication du prospectus d'offre de Tamedia, Swisscom a publié l'annonce préalable de son offre publique d'achat portant sur toutes les actions nominatives de PubliGroupe en mains du public au prix de CHF 200 par action.

Tamedia a publié son prospectus d'offre le 27 mai 2014 et a offert aux actionnaires le montant de CHF 190 par action de PubliGroupe.

La signature du Term Sheet entre Swisscom et Tamedia a été annoncée le 28 mai 2014. Dans ce Term Sheet, les deux parties ont trouvé un accord concernant la réunion des plateformes d'annuaires et d'informations local.ch et search.ch ainsi que leurs offres. La réunion de local.ch et search.ch doit se dérouler, selon le Term Sheet, comme suit: Dans un premier temps, Swisscom

This document and the information contained herein may not be distributed, directly or indirectly, in, nor sent to, or used for the purpose of soliciting the sale or purchase of any securities referred to herein from anyone in, the United States of America or any other jurisdiction where it would be unlawful to do so.

doit acquérir le contrôle intégral du groupe Local, celui-ci étant pour l'instant une Joint-Venture entre PubliGroupe et Swisscom. Après avoir acquis le contrôle intégral du groupe Local, Swisscom doit en simplifier la structure et le réunir en une seule entreprise. Dans un deuxième temps et toujours selon le Term Sheet, search.ch SA, Zurich, devra être l'objet d'un apport par Tamedia dans cette nouvelle société. Tamedia détiendra 31% de la nouvelle entité et Swisscom 69%.

Dans le Term Sheet, Tamedia s'engage également à accepter l'offre de Swisscom et de lui offrir toutes les actions de PubliGroupe, aussi bien celles que Tamedia aura acquises à travers son offre d'achat ou celles qu'elle détient, sauf si un tiers soumet une offre concurrente supérieure. Tamedia déclare dans son prospectus d'offre qu'en raison du Term Sheet conclu avec Swisscom, elle ne poursuit plus d'intentions concernant PubliGroupe avec son offre à condition que l'offre de Swisscom aboutisse et que l'accord avec Swisscom ne devienne pas nul ou ne soit pas résilié par une partie. Pour le reste, il convient de se référer à la description du Term Sheet dans les prospectus d'offre de Swisscom et Tamedia.

PubliGroupe et Swisscom ont conclu un accord en date du 16 juin 2014 selon lequel le conseil d'administration de PubliGroupe soutiendra l'offre d'achat de Swisscom. Dans cet accord, Swisscom s'est engagée en particulier à augmenter son prix d'offre à CHF 214 par action de PubliGroupe. En contrepartie, le conseil d'administration de PubliGroupe s'est engagé à soutenir l'offre de Swisscom à ce prix et à recommander aux actionnaires de l'accepter. Swisscom a publié son offre à un prix de CHF 214 par action de PubliGroupe en date du 23 juin 2014.

Conformément à l'art. 29 LBVM, le conseil d'administration de la société (le « **Conseil d'Administration** ») prend position sur l'offre comme suit:

3. Position du Conseil d'Administration

a) Comité indépendant

Un comité indépendant, composé de MM. Hans-Peter Rohner, Christian Budry et Dr. Christian Wenger, a été désigné par le conseil d'administration pour apprécier les deux offres.

De plus, dans le cadre de l'examen des offres, le Conseil d'Administration a mandaté Lazard Sàrl, Zurich (« **Lazard** »), comme expert indépendant et particulièrement qualifié pour émettre une Fairness Opinion sur l'équité des offres du point de vue financier (« **Fairness Opinion** »). Lazard est indépendant tant de Tamedia que de Swisscom.

La décision portant sur le présent rapport a été prise par le Conseil d'Administration dans son ensemble. Se trouvant dans un conflit d'intérêts en lien avec les deux offres, l'administrateur Pascal Böni s'est récusé (cf. chiffre 5 ci-dessous).

This document and the information contained herein may not be distributed, directly or indirectly, in, nor sent to, or used for the purpose of soliciting the sale or purchase of any securities referred to herein from anyone in, the United States of America or any other jurisdiction where it would be unlawful to do so.

b) Recommandation

En date du 16 juin 2014, le Conseil d'Administration a approuvé l'accord concernant le soutien de l'offre d'achat de Swisscom. En date du 9 juillet 2014, soit après la publication de la Fairness Opinion définitive ainsi que des décisions de la commission des OPA concernant les deux offres, le Conseil d'Administration a décidé à l'unanimité et en se fondant sur les éléments et les considérations détaillées au chiffre 4 ci-dessous, de conseiller aux actionnaires d'accepter l'offre de Swisscom et de ne pas accepter l'offre de Tamedia.

4. Considération des offres et justification de la recommandation du Conseil d'Administration

Après un examen détaillé des offres et sur la base de la Fairness Opinion, les éléments suivants ont semblé au Conseil d'Administration être d'une importance particulière pour la décision des actionnaires concernant l'acceptation ou le rejet des offres.

a) Fairness Opinion

Dans sa Fairness Opinion datée du 23 juin 2014, Lazard arrive à la conclusion qu'un prix entre CHF 198 et CHF 254 par action de PubliGroupe semble équitable d'un point de vue financier.

Lazard base son évaluation sur la méthode d'actualisation des flux de trésorerie disponibles (DCF) ainsi que sur une analyse des entreprises cotées comparables et de transactions antérieures comparables. Bien qu'également conduites par Lazard, les analyses des primes payées sur le marché suisse, de la performance historique du cours des actions de PubliGroupe ainsi que des cours cibles ont été rassemblées par Lazard à titre informatif uniquement et n'ont pas été significatives dans l'élaboration de la Fairness Opinion. L'évaluation de la valeur et les analyses financières de Lazard ont été réalisées en considérant les entités comme indépendantes (standalone basis) et en supposant la continuité de leurs activités, sauf pour les entreprises et les actifs indiqués comme étant non stratégiques. Lazard présente sur cette base une Fairness Opinion faisant état d'un prix d'offre devant se trouver entre CHF 198 et CHF 254 par action de PubliGroupe pour être considéré, selon elle, comme équitable d'un point de vue financier.

La Fairness Opinion est disponible en français et en allemand sur le site internet de la société sous <http://www.publigroupe.com/fr/takeover/>. Il est également possible de se la procurer rapidement et gratuitement auprès de PubliGroupe (Tel: +41 21 317 71 11, E-Mail: info@publigroupe.com).

This document and the information contained herein may not be distributed, directly or indirectly, in, nor sent to, or used for the purpose of soliciting the sale or purchase of any securities referred to herein from anyone in, the United States of America or any other jurisdiction where it would be unlawful to do so.

b) L'offre de Swisscom*1. Équité du prix de l'offre*

Swisscom offre aux actionnaires de PubliGroupe un prix de CHF 214 par action de PubliGroupe. Le Conseil d'Administration constate que le prix offert par Swisscom est non seulement environ 13% plus élevé que celui offert par Tamedia, mais qu'il représente également une prime d'environ 73% par rapport au cours moyen pondéré par les volumes des 60 jours de bourse précédant la publication de l'annonce préalable de Tamedia de CHF 123.41. En outre, le prix offert par Swisscom tombe dans la fourchette des prix d'offres considérée comme équitable d'un point de vue financier par la Fairness Opinion.

Selon le Conseil d'Administration, le prix offert par Swisscom reflète la valeur des actions de PubliGroupe de manière équitable.

2. Continuation des affaires de PubliGroupe

La numérisation des marchés de la publicité et des médias est, de l'avis du Conseil d'Administration, en plein essor dans le monde entier. Alors que les offres papier diminuent, les segments de marché digital et online sont en pleine croissance. Des modèles d'affaires dans ces marchés jusqu'alors stables et solides sont remis en question par cette évolution. Simultanément, de nouvelles possibilités et opportunités d'affaires apparaissent dans le domaine des médias digitaux, ceci cependant dans un environnement de marché différent, marqué par la présence de nombreux acteurs globaux. PubliGroupe a commencé à adapter ses activités à ces nouvelles réalités. Les entreprises du groupe ont soit déjà orienté leurs produits et processus sur les médias digitaux, ou sont en train de remplacer ou de compléter leurs anciens produits par de nouvelles offres digitales. Pour PubliGroupe, ces évolutions signifient que les activités actuelles sont confrontées à de nouveaux défis. Ceci s'applique en particulier aux deux domaines principaux dans lesquels PubliGroupe est actif, les Joint-Ventures local.ch et zanox. Ceux-ci sont également soumis à une pression d'innovation nouvelle et, parallèlement aux opportunités qu'ils offrent, les défis pour leur développement à long terme sont grands. Cependant, il peut être observé que le marché est prêt à payer des prix attractifs pour de nouvelles opportunités d'affaire.

Le Conseil d'Administration est certes d'avis que PubliGroupe pourrait continuer à être développée et gérée en tant que société indépendante vu que le portefeuille des activités opérationnelles principales est composé d'actifs intéressants et que, avec la nouvelle stratégie, des perspectives d'avenir existent en conséquence. PubliGroupe, en tant que société indépendante aurait en revanche, du point de vue des actionnaires, un profil de risque défavorable en comparaison avec les années précédentes.

Dans ce contexte, le Conseil d'Administration a étudié les offres d'achat avec diligence et est arrivé à la conclusion que, du point de vue des actionnaires, un prix d'achat de CHF 214 par action doit être considéré comme attractif, ceci même dans l'hypothèse d'une poursuite autonome des activités de PubliGroupe. Ceci serait également vrai si l'on effectuait une

évaluation de la société en fonction de la valeur de chacune de ses parties (Sum-of-the-parts).

Au regard des intentions exprimées par Swisscom concernant le développement du groupe Local, le Conseil d'Administration considère que la réunion de local.ch et search.ch telle que prévue par Swisscom et Tamedia peut renforcer leur position sur le marché. De plus, Swisscom a annoncé que, si son offre devait être acceptée, elle envisageait de vendre les participations minoritaires de PubliGroupe dans les sociétés de médias SNP Société Neuchâteloise de Presse SA (29%), Südostschweiz Presse und Print AG (20%) ainsi que Rhône-Media SA (18%) et de n'exercer aucuns droits sur le contrôle de l'activité commerciale de ces entreprises jusqu'à leur vente. Ceci correspond à la stratégie du Conseil d'Administration, qui considère les participations dans l'édition comme non-essentiels pour PubliGroupe et a déjà entamé le processus de vente de ces participations avec la cession des actions dans FPH Freie Presse Holding AG. De plus, Swisscom a annoncé vouloir examiner les options stratégiques disponibles pour tous les autres secteurs d'activités. De l'avis du Conseil d'Administration, le secteur d'activité Digital & Marketing Services pourrait être développé avec succès grâce à la réunion avec Swisscom dans le domaine de la technologie média digitale et aux activités internet existantes de celle-ci. Sur la base de la collaboration entre Swisscom et PubliGroupe depuis 1998 dans le cadre de la Joint-Venture local.ch, le Conseil d'Administration considère en outre qu'une acquisition de PubliGroupe par Swisscom devrait ouvrir des perspectives globalement positives également pour les collaborateurs.

Pour les raisons exposées, le Conseil d'Administration recommande aux actionnaires d'accepter l'offre de Swisscom et d'offrir leurs actions à Swisscom.

c) *L'offre de Tamedia*

Tamedia offre aux actionnaires de PubliGroupe un prix de CHF 190 par action. Le prix offert par Tamedia se situe ainsi en dessous de la fourchette de valeurs que la Fairness Opinion considère comme équitable d'un point de vue financier. Le prix d'offre se situe également nettement en dessous du prix offert par Swisscom.

S'appuyant sur la Fairness Opinion et l'offre plus élevée de Swisscom, le Conseil d'Administration est d'avis que l'offre de Tamedia ne reflète la valeur des actions de PubliGroupe que de manière clairement insuffisante.

De plus, le Conseil d'Administration attire l'attention sur le fait que Tamedia s'est engagée dans le Term Sheet envers Swisscom à lui offrir toutes les actions qu'elle détient dans PubliGroupe ainsi que celles qu'elle acquerrait dans le cadre de son offre publique d'achat, à la condition que l'offre de Swisscom aboutisse. Ainsi, Tamedia n'a plus d'intérêts à sa propre offre. De plus, Tamedia indique dans son prospectus d'offre qu'elle ne poursuit plus d'intentions concernant PubliGroupe avec son offre. Tamedia n'aurait de telles intentions que si l'offre de Swisscom n'aboutissait pas ou que le Term Sheet était nul et non avenue ou

résilié par une partie. Pour ces raisons, le Conseil d'Administration ne peut pas recommander l'acceptation de l'offre de Tamedia, et cela non seulement en vertu de considérations financières mais également stratégiques.

5. Potentiels conflits d'intérêts et conséquences des offres

a) Membres du Conseil d'Administration et de la direction

Le Conseil d'Administration de la Société se compose au moment de la rédaction de ce rapport de six membres: (i) Hans-Peter Rohner (Président), (ii) Pascal Böni (Vice-Président), (iii) Christian Budry, (iv) Andreas Schönenberger, (v) Christian Unger et (vi) Dr. Christian Wenger.

La direction de la Société se compose au moment de la rédaction de ce rapport de cinq membres: (i) Arndt C. Groth (Chief Executive Officer), (ii) Andreas Schmidt (Chief Financial Officer), (iii) Jean-Denis Briod (Secrétaire général), (iv) Renato Martignoni (Directeur Corporate Development) et (v) Brigitte Schleipen (Chief Human Resources Officer).

b) Conflits d'intérêts potentiels

L'administrateur Pacal Böni est Président du Conseil de la Fondation Jean-Robert Gerstenhauer, Brunnen, qui détient, à la connaissance de la Société, 301'053 actions de PubliGroupe (12.87%). De plus, Monsieur Böni contrôle indirectement Remaco SA, société représentée au Conseil de la Fondation Consuela dont le siège est à Vaduz et qui détient elle-même de 24'397 actions de PubliGroupe (1.04%).

Il n'existe à ce jour aucun arrangement concret, ni avec Swisscom, ni avec Tamedia, concernant la poursuite des mandats des administrateurs ou une autre forme de collaboration.

Le Conseil d'Administration est d'avis que, à l'exception de Monsieur Böni, aucun des autres administrateurs ne se trouve dans une situation de conflit d'intérêts, ni en lien avec l'offre de Swisscom, ni avec celle de Tamedia. En ce qui concerne les mesures prises par la Société afin d'éviter les répercussions négatives de conflits d'intérêts sur les destinataires de l'offre, il convient de renvoyer au chiffre 3.a) ci-dessus.

Le Conseil d'Administration est également d'avis que les membres de la direction de la société ne se trouvent pas dans une situation de conflit d'intérêts, ni en lien avec l'offre de Swisscom, ni avec celle de Tamedia.

Aucun des membres du Conseil d'Administration ou de la direction n'a conclu avec Swisscom ou Tamedia des accords contractuels individuels ou d'autres ententes. Aucun

This document and the information contained herein may not be distributed, directly or indirectly, in, nor sent to, or used for the purpose of soliciting the sale or purchase of any securities referred to herein from anyone in, the United States of America or any other jurisdiction where it would be unlawful to do so.

membre du Conseil d'Administration n'a été élu à la demande de Swisscom ou de Tamedia, ni n'exerce son mandat selon leurs instructions. Les membres du Conseil d'Administration et de la direction ne sont, mise à part MM. Groth et Schmidt qui exercent des fonctions d'organe dans des sociétés du groupe Local, qui est actuellement une Joint-Venture entre PubliGroupe et Swisscom, ni partie d'un organe, ni employé de Swisscom, Tamedia, ou aucune autre société en relation d'affaire significative avec celles-ci.

Les contrats de PubliGroupe avec les membres du Conseil d'Administration et la direction restent valides sans modifications, ceci indépendamment de l'issue des deux offres. Il n'y a à l'heure actuelle pas d'accord avec les deux offrantes concernant d'éventuelles modifications des contrats susmentionnés. Le Conseil d'Administration a décidé d'indemniser M. Andreas Schmidt pour son surcroît de travail considérable en lien avec les offres à hauteur de CHF 100'000 et ceci indépendamment de leur réalisation. Aucune indemnité de départ et/ou primes de succès ou d'autres primes similaires ne sont prévues en lien avec les offres.

Les membres du Conseil d'Administration de PubliGroupe (y compris les personnes qui leur sont proches) disposaient en date du 13 juillet 2014 des nombres suivants d'actions de PubliGroupe:

Nom	Nombre d'actions
Hans-Peter Rohner	20'186
Pascal Böni	7'346
Christian Budry	5'279
Andreas M. Schönenberger	3'050
Christian Unger	876
Christian Wenger	3'214

Les membres de la direction de PubliGroupe (y compris les personnes qui leur sont proches) disposaient en date du 13 juillet 2014 des nombres suivants d'actions de PubliGroupe:

Nom	Nombre d'actions
Arndt C. Groth	0
Andreas Schmidt	1'607
Jean-Denis Briod	1'512
Brigitte Schleipen	1'150
Renato Martignoni	426

A l'heure actuelle, il peut être considéré que les membres du Conseil d'Administration et de la direction offriront à Swisscom leurs actions de PubliGroupe.

This document and the information contained herein may not be distributed, directly or indirectly, in, nor sent to, or used for the purpose of soliciting the sale or purchase of any securities referred to herein from anyone in, the United States of America or any other jurisdiction where it would be unlawful to do so.

Les membres du Conseil d'Administration et de la direction ne bénéficient pas d'options sur les actions de PubliGroupe. En ce qui concerne les plans de participation pour les membres du Conseil d'Administration et de la direction, le Conseil d'Administration relève ce qui suit (voir aussi les pages 45 et suivantes du rapport de gestion 2013 pour plus d'informations sur les plans de participation pour les membres du Conseil d'Administration et de la direction, disponible à l'adresse <http://www.publigroupe.com/fr/investor-media-relations/document-media-center/>):

- Les précédents plans de participation pour les membres du Conseil d'Administration et de la direction ont été remplacés en 2012 par deux nouveaux plans. Sur la base du nouveau plan de participation pour les membres du Conseil d'Administration (Long Term Incentive Plan), des actions ont été distribuées aux membres du Conseil d'Administration par avance pour les trois années 2012-2014 (pour M. Christian Unger, uniquement pour les années 2013-2014). Les actions distribuées sont bloquées pour une durée de trois ans. Le plan prévoit, dans le cas où une offre d'achat aboutissait, l'interruption anticipée du plan ainsi qu'une diminution partielle du nombre des actions distribuées. De plus, le plan prévoit que la diminution du nombre des actions distribuées se calcule proportionnellement au temps écoulé et que les années entamées comptent comme années entières. De l'avis du conseil d'administration, la réalisation de l'offre de Swisscom ou Tamedia conduirait à une interruption du plan de participation, sans qu'une diminution du nombre d'actions distribuées n'intervienne. Les actions distribuées sont comprises dans la liste d'actions en possession des membres du Conseil d'Administration mentionnée ci-dessus.
- En vertu du plan de participation pour les membres de la direction introduit en 2012 (Long Term Incentive Plan for the General Management) pour les années 2012-2014, auquel tous les membres de la direction à l'exception de Madame Brigitte Schleipen participent, une partie de la rémunération annuelle variable, dépendant de la réalisation des buts donnés, est ou a été transférée dans le plan. Les actions distribuées ne seront transmises aux participants au plan qu'en 2015, après l'approbation du résultat financier 2014 par le Conseil d'Administration. Le nombre effectif d'actions transmises dépend fondamentalement de la réalisation de buts fixés en avance par le Conseil d'Administration. Dans le cas de la réalisation d'une offre d'achat, le plan subsiste sans modifications (le Conseil d'Administration a, cependant, la possibilité d'un transfert dans un nouveau plan). Swisscom a annoncé à PubliGroupe qu'elle conclurait avec les participants à ce plan des accords portant sur la vente de leurs actions (ou droits) au prix de l'offre au printemps 2015.
- Le Conseil d'Administration a décidé, si une des offres aboutit, de lever la période de blocage pour les actions de PubliGroupe, ayant été distribuées aux membres du Conseil d'Administration et de la direction avant l'entrée en vigueur des plans de participation mentionnés ci-dessus, dès le début du délai supplémentaire, afin de rendre possible la vente de ces actions. Pour autant que ces actions concernent les membres actuels du Conseil d'Administration et de la direction, ces actions sont

This document and the information contained herein may not be distributed, directly or indirectly, in, nor sent to, or used for the purpose of soliciting the sale or purchase of any securities referred to herein from anyone in, the United States of America or any other jurisdiction where it would be unlawful to do so.

comprises dans la liste établie ci-dessus. De plus, le Conseil d'Administration a également levé la période de blocage convenue par les plans de participation pour les autres collaborateurs de PubliGroupe à la même condition, afin de rendre possible la vente des actions encore bloquées à ce jour pour ceux-ci également. Les éventuelles conséquences fiscales du déblocage des actions pour les actionnaires ne seront pas portées par la société.

Le Conseil d'Administration n'a pas connaissance de conséquences financières potentielles des offres de Swisscom ou de Tamedia sur chacun des membres du Conseil d'Administration ou de la direction, autres que celles détaillées dans le présent rapport.

6. Intentions des actionnaires avec une participation supérieure à 3% des droits de vote

A la connaissance du Conseil d'Administration, Tamedia, ou les personnes agissant de concert avec elle dans le cadre de son offre, dispose de 17.56% des droits de vote de la Société. Tamedia a dévoilé leurs intentions dans le prospectus d'offre (cf. chiffre 2 ci-dessus).

La Fondation Jean-Robert Gerstenhauer, Brunnen, disposant, à la connaissance du Conseil d'Administration, de 12.87% des droits de vote de la Société, a conclu avec Swisscom une convention d'acceptation. Dans celle-ci, la Fondation s'est engagée à accepter l'offre de Swisscom à condition que le prix de celle-ci soit de minimum CHF 214 par action de PubliGroupe.

La communauté héréditaire Alfred Borter, Pully, disposant, à la connaissance du Conseil d'Administration, de 11.37% des droits de vote de la Société, a conclu avec Swisscom une convention d'acceptation. Dans celle-ci, la communauté héréditaire s'est engagée à accepter l'offre de Swisscom à condition que le prix de celle-ci soit de minimum CHF 214 par action de PubliGroupe.

En outre, la Société a reçu en date du 10 juillet 2014 une déclaration de participation de Syquant Capital, Paris (France). Selon cette déclaration, Syquant Capital détient des droits concernant l'acquisition de 3.04% des actions sous forme d'instruments financiers (contracts for difference). Les intentions de Syquant Capital en lien avec les offres publiques d'achat de Swisscom et Tamedia ne sont pas connues du Conseil d'Administration. En date du 11 juillet 2014, aucun autre actionnaire jouissant de plus de 3% des droits de vote n'est connu du Conseil d'Administration.

7. Mesures de défense

Comme la vente de la participation minoritaire de 25.07 % dans FPH Freie Presse Holding AG à la société Aktiengesellschaft für die Neue Zürcher Zeitung par PubliGroupe est intervenue après la publication de l'annonce préalable de l'offre de Tamedia, elle constitue une mesure de défense au sens de l'art. 36 OOPA et son exécution donc nécessite l'approbation de l'assemblée générale.

This document and the information contained herein may not be distributed, directly or indirectly, in, nor sent to, or used for the purpose of soliciting the sale or purchase of any securities referred to herein from anyone in, the United States of America or any other jurisdiction where it would be unlawful to do so.

Swisscom a déclaré dans son prospectus d'offre être d'accord avec la vente des actions FPH au prix communiqué de CHF 53 mio. Concernant la vente annoncée de la participation dans FPH Freie Presse Holding SA, Tamedia a confirmé à PubliGroupe qu'elle ne fera pas valoir l'inexécution d'une des conditions de l'offre. Selon ses dires, Tamedia a également conclu un accord avec la société Aktiengesellschaft für die Neue Zürcher Zeitung, garantissant l'exécution de la vente même en cas de reprise de PubliGroupe par Tamedia (Communiqué de presse de Tamedia du 5 mai 2014). Le Conseil d'Administration a décidé de retarder l'exécution de la vente jusqu'à ce que l'issue des deux offres soit claire.

Le Conseil d'Administration ne prévoit en outre pas de prendre des mesures de défense ou d'en recommander à l'assemblée générale.

8. Rapports financiers

Le rapport de gestion pour l'exercice 2013 peut être téléchargé sur le site internet de PubliGroupe (<http://www.publigroupe.com/fr/investor-media-relations/document-media-center/>).

Dans sa décision du 11 juin 2014, la commission des OPA a obligé PubliGroupe à établir des comptes intermédiaires et à publier ceux-ci conjointement au présent rapport. Les comptes intermédiaires consolidés au 31 mars 2014, contenant également des informations financières pro forma mettant en exergue en particulier les conséquences de la vente du segment Media Sales et de la participation à FPH Freie Presse Holding AG, sont disponibles sur le site internet de la Société sous <http://www.publigroupe.com/fr/takeover/>. Il est également possible de se procurer les comptes intermédiaires rapidement et gratuitement auprès de PubliGroupe (Tel.: +41 21 317 71 11, E-Mail: info@publigroupe.com). A l'exception des transactions mentionnées, le Conseil d'Administration n'a pas connaissance de changements significatifs de la fortune, de la situation financière, du niveau de rendement ainsi que des perspectives commerciales de PubliGroupe susceptibles d'influencer les actionnaires dans leur décision concernant les offres d'achat.

La publication des résultats semestriels 2014 est prévue pour le 29 août 2014.

* * *

Lausanne, le 14 juillet 2014

Pour le Conseil d'Administration:

Hans-Peter Rohner, Président

This document shall not constitute an offer to sell or the solicitation of an offer to buy, nor shall there be any sale of securities referred to herein in any jurisdiction in which such offer, solicitation or sale would be unlawful prior to registration, exemption from registration or qualification under the securities laws of any such jurisdiction. The securities referred to herein have not been and will not be registered under the United States Securities Act of 1933, as amended (the "Securities Act"), and may not be offered or sold in the United States or to U.S. persons (as such term is defined in Regulation S under the Securities Act) absent registration or an exemption from registration under the Securities Act. The issuer of the securities has not registered, and does not intend to register, an offering of securities in the United States, and does not intend to conduct a public offering of securities in the United States.